



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - décembre 2023 et janvier 2024

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 21 février 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel
Décembre 2023 et janvier 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Les huitième et neuvième cycles de la première année de la présente étude comptait en tout dix-huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus) qui ont été menés entre le 5 décembre 2023 et le 31 janvier 2024.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - December 2023 & January 2024.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

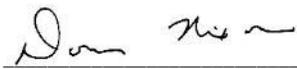
CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)
ISSN 2816-9379

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2024

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 21 février 2024

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations	9
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	9
Priorités et performance du gouvernement du Canada (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, locataires de Hamilton, membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie, Manitoba, région de la Capitale-Nationale Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta, Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, région du Grand Toronto, Canada atlantique, propriétaires potentiels de la Colombie-Britannique).....	11
Épicerie (membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie).....	13
Logement (locataires de Hamilton, membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie, propriétaires de la RGT prévoyant renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années, propriétaires du Canada atlantique, régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de la Côte-Nord du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta, Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, Yukon, région du Montréal Métropolitain, région du Niagara en Ontario, propriétaires potentiels de la Colombie-Britannique).....	13
Budget 2024 (Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, Yukon, Montréal Métropolitain, région du Niagara [Ontario], région du Grand Toronto, Canada atlantique, propriétaires aspirants de la Colombie-Britannique)	19
Tarification du carbone (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, Canada atlantique).....	20
Thermopompes (propriétaires du Canada atlantique, Canada atlantique)	21
Soins de santé (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, Canada atlantique)	22
Opioïdes (locataires d'Hamilton)	23
Sécurité communautaire (région du Grand Toronto)	24
Immigration (région du Grand Toronto)	25
Ukraine (Manitoba, Capitale-Nationale Québec).....	25
Mot-symbole du gouvernement du Canada (région de la Capitale-Nationale Québec)	26
Mise à l'essai des concepts publicitaires pour aliments supplémentés (propriétaires de la région du Grand Toronto prévoyant de renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années).....	27
Défis communautaires (régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord du Québec, Yukon, région du Niagara en Ontario).....	28

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public un peu partout au pays, des cycles continus de recherche par groupes de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau d'intérêt pour le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de dix-huit (18) groupes de discussion en ligne menés entre le 5 décembre 2023 et le 31 janvier 2024, à différents endroits au pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines d'importance pour les Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur la classe moyenne, les langues officielles et le prix des produits d'épicerie. Tous les groupes ont discuté de ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada, quelques groupes se concentrant sur l'annonce récente du gouvernement fédéral concernant les permis d'études d'étudiants étrangers.

Le présent cycle de recherche a également porté sur une série d'enjeux liés au logement. De nombreux groupes ont discuté du contenu du Plan d'action canadien pour le logement actualisé du gouvernement du Canada, y compris de titres potentiels pour cette initiative. Les participants du groupe composé de locataires résidant à Hamilton ont discuté du marché locatif et de la situation générale du logement dans leur région. Les participants du groupe basé à Vancouver ont fait part de leurs points de vue sur la densification, tandis que des propriétaires de la région du Grand Toronto ont discuté de questions liées aux taux d'intérêt et aux renouvellements hypothécaires. Plusieurs groupes ont été invités à partager leurs points de vue sur l'état actuel de l'économie canadienne et sur les éventuelles priorités du gouvernement fédéral pouvant être mises en avant dans son prochain budget. Un certain nombre de groupes ont également discuté des difficultés auxquelles sont confrontées leurs collectivités locales, tandis que les discussions des résidents de la région du Grand Toronto ont



principalement porté sur la sécurité communautaire et la prévalence des vols de véhicules dans leur région.

Parmi les autres sujets abordés au cours du présent cycle figurent les soins de santé, la tarification du carbone et les thermopompes, la situation en Ukraine, l'immigration, le mot-symbole et la signature musicale du gouvernement du Canada, ainsi que la mise à l'essai de concepts créatifs portant sur les compléments alimentaires.

En guise de mise en garde relative à l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes ont centré leurs discussions sur des cohortes précises de la population, notamment les locataires, les membres de la classe moyenne préoccupés par le coût de la vie, les propriétaires, les propriétaires aspirants, les propriétaires souhaitant renouveler leur prêt hypothécaire au cours des trois prochaines années, les parents d'enfants de moins de 12 ans, les étudiants universitaires et les Canadiens à faible revenu faisant face à des contraintes financières.

Approche détaillée

- Dix-huit groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Dix groupes de discussion ont été menés auprès de la population générale résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Canada atlantique; du Manitoba; de la région de la Capitale-Nationale Québec; dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord du Québec; à Surrey; au Yukon; dans le Montréal Métropolitain; dans la région du Niagara en Ontario; dans la région du Grand Toronto (RGT) et au Canada atlantique.
- Les huit groupes restants étaient composés de sous-groupes clés de la population suivants :
 - Locataires;
 - Personnes de la classe moyenne préoccupées par le coût de la vie;
 - Propriétaires désireux de renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années;
 - Propriétaires;
 - Parents d'enfants de moins de 12 ans;
 - Étudiants universitaires;
 - Canadiens à faible revenu faisant face à des contraintes financières;
 - Propriétaires aspirants.

- Quatre des groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe du présent cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 134 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique	1	ANGLAIS	Mardi 5 décembre	17 h à 19 h	Population générale	8
Hamilton	2	ANGLAIS	Mercredi 6 décembre	18 h à 20 h	Locataires	7
Vancouver	3	ANGLAIS	Jeudi 7 décembre	21 h à 23 h	Membres de la classe moyenne préoccupés par le coût de la vie	7
Manitoba	4	ANGLAIS	Mardi 12 décembre	19 h à 21 h	Population générale	8
Région de la Capitale-Nationale Québec	5	FRANÇAIS	Mercredi 13 décembre	18 h à 20 h	Population générale	7
Région du Grand Toronto (RGT)	6	ANGLAIS	Jeudi 14 décembre	18 h à 20 h	Propriétaires souhaitant renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années;	7
Canada atlantique	7	ANGLAIS	Mardi 9 janvier	17 h à 19 h	Propriétaires	7
Régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de la Côte-Nord au Québec	8	FRANÇAIS	Mercredi 10 janvier	18 h à 20 h	Population générale	7
Alberta	9	ANGLAIS	Jeudi 11 janvier	20 h à 22 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	8
Surrey	10	ANGLAIS	Mardi 16 janvier	21 h à 23 h	Population générale	7

Québec	11	FRANÇAIS	Mercredi 17 janvier	18 h à 20 h	Étudiants universitaires	8
Centres de taille moyenne et grands centres du Manitoba	12	ANGLAIS	Jeudi 18 janvier	19 h à 21 h	Canadiens à faible revenu confrontés à des difficultés financières;	8
Yukon	13	ANGLAIS	Mardi 23 janvier	20 h à 22 h	Population générale	7
Montréal Métropolitain	14	FRANÇAIS	Mercredi 24 janvier	18 h à 20 h	Population générale	7
Région du Niagara	15	ANGLAIS	Jeudi 25 janvier	18 h à 20 h	Population générale	8
Région du Grand Toronto (RGT)	16	ANGLAIS	Lundi 29 janvier	18 h à 20 h	Population générale	8
Canada atlantique	17	ANGLAIS	Mardi 30 janvier	17 h à 19 h	Population générale	8
Colombie-Britannique	18	ANGLAIS	Mercredi 31 janvier	21 h à 23 h	Propriétaires potentiels	7
Nombre total de participants						134

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de ces annonces figuraient une série de mesures et d'initiatives du gouvernement fédéral visant à accroître l'offre de logements au Canada, la décision de la Banque du Canada de ne pas changer son taux d'intérêt directeur, l'annonce de remises axées sur la durabilité comme celles que prévoit le programme pour la Conversion abordable du mazout à la thermopompe, et l'annonce selon laquelle le gouvernement du Canada augmenterait l'exigence financière relative au coût de la vie imposée aux demandeurs de permis d'études étrangers et fixerait un plafond d'admission pour ces demandes à compter de 2024. Les participants ont également rappelé d'autres mesures, notamment l'introduction de la Prestation dentaire canadienne (PDC) et une décision de la Cour fédérale du Canada selon laquelle la décision du gouvernement du Canada de déclarer l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur les mesures d'urgence* au début de 2022 était déraisonnable.



Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient notamment la fourniture d'une aide humanitaire continue aux citoyens d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie touchés par le conflit en cours dans cette région, ainsi que l'annonce de mesures temporaires en matière d'immigration qui permettraient aux ressortissants étrangers membres de la famille de citoyens canadiens et de résidents permanents (RP) de demander des permis d'études exempts de frais ou des permis de travail ouverts. Certains d'entre eux ont également mentionné avoir entendu parler des tensions actuelles entre le Canada et l'Inde à la suite de l'annonce selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements pouvant relier des agents du gouvernement indien au meurtre d'un citoyen canadien commis en juin 2023, et de la participation de plusieurs fonctionnaires fédéraux à la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28) qui s'est tenue du 30 novembre 2023 au 12 décembre 2023 à Dubaï, dans les Émirats arabes unis.

Permis d'études d'étudiants étrangers (Montréal Métropolitain)

Les participants résidant dans le Montréal Métropolitain ont brièvement discuté de la question des étudiants étrangers et de la récente décision du gouvernement du Canada de mettre en place un plafond de réception des demandes de permis d'études des étudiants étrangers. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'il y avait eu un afflux d'étudiants internationaux au Canada ces dernières années et que cela avait eu pour effet d'exacerber les problèmes existants liés à l'offre de logements.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait annoncé la mise en place d'un plafond temporaire de deux ans pour les nouvelles demandes de permis d'études d'étudiants étrangers, un petit nombre de participants était d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais très peu d'entre eux estimaient qu'à elle seule, cette initiative suffirait à résoudre les problèmes actuels liés au logement et à l'immigration. En discutant de l'incidence potentielle de cette mesure, plusieurs participants s'attendaient à ce que cette dernière ait des conséquences financières négatives pour de nombreux établissements d'enseignement postsecondaire canadiens. On estimait que les frais et droits de scolarité que paient les étudiants étrangers représentaient une source importante de revenus pour les universités et établissements d'enseignement postsecondaires canadiens et qu'en réponse à cette mesure, ces derniers pourraient se voir obligés de procéder à des compressions budgétaires.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui a trait à sa gestion du système d'immigration, tous les participants s'entendaient pour dire qu'il faisait fausse route. On était fermement convaincu de la nécessité de stabiliser temporairement le taux d'immigration pour permettre aux municipalités d'apporter les améliorations nécessaires aux infrastructures et aux services existants afin d'accueillir des populations plus importantes dans les années à venir.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, locataires de Hamilton, membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie, Manitoba, région de la Capitale-Nationale Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta, Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, région du Grand Toronto, Canada atlantique, propriétaires potentiels de la Colombie-Britannique).

Les participants de douze groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral liée à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ces derniers figuraient l'immigration, le changement climatique et l'environnement, les soutiens pour étudiants de niveau postsecondaire ainsi que la réputation du Canada sur la scène internationale.

Les participants ont également relevé un certain nombre de points sur lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante. Au nombre des points mentionnés figurait l'offre d'un large éventail de prestations et d'aides destinées aux Canadiens, la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme au sein du Canada, la fourniture d'une aide humanitaire aux civils cherchant à se protéger des conflits internationaux et sa réponse à la pandémie de COVID-19.

Les participants ont en outre mentionné une série de domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration de la part du gouvernement du Canada. Parmi ces domaines figuraient les soins de santé, l'inflation et le coût de la vie, l'accès à des logements abordables et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Appelés à définir les principaux domaines prioritaires sur lesquels le gouvernement du Canada devait se focaliser, de nombreux participants ont réaffirmé la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour rendre le logement plus abordable, consolider le système de soins de santé, faire face à la hausse du coût de la vie, atténuer les effets du changement climatique et poursuivre la réconciliation avec les peuples autochtones. D'autres domaines prioritaires importants mentionnés par les participants comprenaient l'augmentation des soutiens accordés au système d'éducation, la stabilisation du taux d'immigration, des mesures de soutien plus efficaces pour les personnes âgées et les personnes vivant en situation de handicap, ainsi que l'augmentation des fonds destinés aux forces de l'ordre et à la sécurité publique.

Enjeux de la classe moyenne (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, locataires de Hamilton, membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie, région de la Capitale-Nationale Québec)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens de la classe moyenne ainsi que sur les mesures prises par



le gouvernement fédéral pour venir en aide aux ménages de la classe moyenne. Tous estimaient qu'il était important pour le gouvernement du Canada de soutenir la classe moyenne et plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'au cours des dernières années cette dernière avait progressivement disparu. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir été personnellement confrontés à des difficultés financières au cours de la dernière année et étaient d'avis qu'en raison de facteurs tels que l'inflation, les taux d'intérêt élevés et le coût de la vie en général, il était de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. On était d'avis que le gouvernement du Canada devait s'employer à étendre les critères d'admissibilité relatifs aux prestations et aux soutiens qu'il offre afin de tenir compte de la vaste proportion de ménages de la classe moyenne qui, croyait-on, peinait actuellement à faire face au coût de la vie.

En discutant des éventuelles mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour mieux venir en aide aux Canadiens de la classe moyenne, bon nombre de participants estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à rendre plus abordables les biens et services essentiels (notamment les produits d'épicerie et l'essence) et à réduire les coûts du logement, tant dans l'intérêt des propriétaires que des locataires.

Les participants du groupe composé de personnes à revenu moyen résidant à Vancouver et préoccupées par le coût de la vie ont pris part à une longue discussion portant sur leurs opinions en tant que membres de la classe moyenne. Tous estimaient que la qualité de vie de la classe moyenne avait changé au cours de leur vie, et nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût de la vie était devenu beaucoup moins abordable au cours des dernières années. Plusieurs participants considéraient qu'il était devenu difficile pour les familles de la classe moyenne de prospérer financièrement ou d'épargner pour l'avenir en raison de ce qu'ils percevaient comme étant une hausse significative des prix dans tous les secteurs de l'économie. Lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, le gouvernement du Canada se souciait de la classe moyenne, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs participants étaient fermement d'avis que le gouvernement fédéral devait accorder davantage d'importance au soutien à apporter aux familles de la classe moyenne et à l'élaboration d'un plan à long terme sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Langues officielles (étudiants universitaires résidant au Québec)

Les participants du groupe composé d'étudiants universitaires résidant au Québec ont pris part à une brève discussion portant sur les langues officielles du Canada. À la question de savoir comment ils décriraient la situation actuelle en matière de langues officielles au Canada, un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que cette question avait suscité des tensions au sein de leur province ces derniers temps. On estimait que ces tensions étaient principalement liées au projet de loi 96 du gouvernement du Québec, considéré comme ayant été adopté avec pour principal objectif de promouvoir le français dans la province et d'affirmer le statut du français en tant que langue officielle du Québec.

Lorsqu'on leur a demandé quel devrait être le rôle du gouvernement du Canada en ce qui concerne la protection et la promotion des droits linguistiques des Québécois, la plupart des participants étaient d'avis qu'il devait avant tout veiller à ce que tous les services fédéraux soient disponibles en anglais et en français dans toutes les communautés du pays. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que

le gouvernement fédéral devait allouer des ressources supplémentaires pour offrir un enseignement gratuit ou abordable dans les deux langues officielles à tous les résidents du Québec, ainsi que dans l'ensemble du Canada.

Épicerie (membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie)

Les participants de deux groupes ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires sur les récentes mesures mises en place par le gouvernement du Canada portant sur le coût des produits d'épicerie. Chaque groupe a discuté des activités qu'avait menées le gouvernement fédéral dans les jours précédant la tenue du groupe de discussion.

Le groupe basé à Vancouver s'est vu présenter de l'information sur un certain nombre de mesures que le gouvernement du Canada avait récemment annoncées dans le but de stabiliser la hausse du prix des produits d'épicerie. Si la plupart des participants ont favorablement accueilli ces mesures, bon nombre d'entre eux prévoient qu'elles ne pourraient être positives qu'à condition que leur mise en œuvre soit efficace et que les grandes chaînes d'alimentation y participent. Plusieurs participants considéraient que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures plus urgentes à cet égard et que la création d'un plan à long terme visant à rendre les produits d'épicerie plus abordables pour tous les Canadiens à l'avenir devait être davantage privilégiée.

Au début de leur discussion, les participants du Canada atlantique se sont vu informer que le gouvernement du Canada avait envoyé une lettre au bureau de la concurrence lui demandant de commencer à utiliser les pouvoirs accrus qui lui avaient été conférés pour aider à contraindre les grandes chaînes d'épicerie à stabiliser les prix des produits d'épicerie dans l'intérêt de tous les Canadiens. Bien qu'estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral se concentre sur cette question, les participants étaient d'avis que cette mesure était peu susceptible d'avoir un impact déterminant sur le coût des produits d'épicerie. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'au lieu d'imposer un plus grand nombre de règlements, le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'inciter les grands épiciers (par le biais de mesures comme des allègements fiscaux) à stabiliser ou à réduire les prix demandés. On était également d'avis qu'il fallait faire davantage pour venir en aide aux petits épiciers et favoriser une plus grande concurrence au sein du secteur des produits d'épicerie dans son ensemble.

Logement (locataires de Hamilton, membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie, propriétaires de la RGT prévoyant renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années, propriétaires du Canada atlantique, régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de la Côte-Nord du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta, Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, Yukon, région du Montréal Métropolitain, région du Niagara en Ontario, propriétaires potentiels de la Colombie-Britannique)

Treize groupes ont participé à des discussions relatives au logement. Ces discussions se sont respectivement centrées sur les modifications que pourrait éventuellement apporter le gouvernement fédéral à son plan sur le logement, sur les problématiques auxquelles font face les locataires, sur les

opinions relatives à une densification accrue au sein des municipalités canadiennes, ainsi que sur les points de vue de propriétaires concernant les taux d'intérêt actuels et le processus de renouvellement des hypothèques.

Plan sur le logement (propriétaires du Canada atlantique, régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de la Côte-Nord du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta, Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, Yukon, Montréal Métropolitain, région du Niagara en Ontario, propriétaires potentiels de la Colombie-Britannique)

Dix groupes ont pris part à des discussions sur les mises à jour qu'apporte actuellement le gouvernement fédéral à son plan sur le logement. Dans un premier temps, les participants des groupes composés de propriétaires du Canada atlantique, de parents d'enfants de moins de 12 ans de l'Alberta et de résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord du Québec ont été invités à donner leur avis sur la situation actuelle du logement au Canada. Tous estimaient que des défis considérables se posaient en matière de logement, et un grand nombre d'entre eux se sont dit d'avis que l'accès à des logements abordables et l'offre insuffisante de logements avaient constitué des problèmes de taille au cours des dernières années. Les participants étaient d'avis que ces problèmes avaient eu pour effet de rendre le logement moins abordable pour les propriétaires tout en rendant difficile l'obtention d'un prêt hypothécaire pour les candidats à la propriété. À la question de savoir quels facteurs étaient, selon eux, responsables de rendre le logement inabordable à l'heure actuelle, les participants ont mentionné toute une série de problématiques. Au nombre de celles-ci figurait ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation du coût de l'accession à la propriété, l'augmentation des coûts liés à la construction de nouveaux logements ainsi qu'une augmentation du taux d'immigration au cours des dernières années.

Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient à leur avis les mesures à prendre pour remédier à la situation du logement, les participants ont fait part d'un certain nombre de suggestions. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage s'attacher à construire des logements financés par l'État et à transformer des bâtiments existants (p. ex., des bureaux inutilisés) en complexes résidentiels. En discutant d'autres initiatives à envisager, les participants ont recommandé un certain nombre de mesures visant à faciliter l'obtention d'un prêt hypothécaire dans l'intérêt des candidats à l'achat d'une première propriété, à plafonner les loyers et à mettre en place une réglementation plus stricte concernant les locations de courte durée, ainsi qu'à réduire temporairement le taux d'immigration au cours des prochaines années.

Après s'être vu fournir de l'information sur les mises à jour qu'envisageait le gouvernement du Canada relativement à son plan sur le logement, les participants se sont prêtés à un exercice au cours duquel ils ont été invités à choisir, parmi une liste de mesures, celles qui contribueraient dans la plus large mesure à rendre le logement plus abordable. Dans l'ensemble, ces derniers se sont montrés très favorables aux initiatives visant à construire davantage de logements abordables et à aider un plus grand nombre de Canadiens à accéder à la propriété. Bon nombre de participants estimaient que ces initiatives étaient celles qui auraient l'impact le plus positif et qui profiteraient au plus grand nombre de Canadiens. Plusieurs participants ont également choisi l'initiative consistant à adapter les chiffres à

la réalité des constructeurs de résidences. De l'avis général, les coûts liés à la construction de logements ont considérablement augmenté ces dernières années et un certain nombre de participants étaient d'avis que le fait d'aider les promoteurs à construire davantage de logements constituait un facteur indispensable à l'augmentation de l'offre de logements. Bien que bon nombre d'entre eux les aient jugées importantes, seul un petit nombre de participants ont choisi les initiatives visant à lutter contre l'itinérance, à changer la manière dont les communautés construisent des logements et à mettre en place une stratégie industrielle.

Lors de discussions visant à déterminer s'il y avait, à leur avis, d'autres éléments dont le plan sur le logement du gouvernement du Canada devrait tenir compte, les participants ont suggéré un certain nombre de points à cet égard. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les nouveaux arrivants au Canada ne s'installent pas uniquement dans de grands centres urbains comme Toronto, Montréal et Vancouver, mais à ce qu'ils soient uniformément répartis sur l'ensemble du territoire. Les participants considéraient que cette approche contribuerait à réduire la pression sur ce qu'ils considéraient comme étant des marchés du logement hautement concurrentiels dans les plus grandes villes du Canada. Les participants étaient également d'avis que le gouvernement fédéral devait se concentrer sur la mise en place de meilleures protections en faveur des locataires, notamment en renforçant les règlements relatifs à des pratiques comme celles de la rénovation et en imposant des limites aux augmentations de loyer imposées par les propriétaires pendant la période de transition entre locataires.

Tous les groupes se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de titres potentiels pour le plan sur le logement et inviter à choisir celui qui, selon eux, convenait le mieux à cette initiative. Dans l'ensemble, *Résoudre la crise du logement : plan du Canada pour le logement* a été le titre ayant reçu l'appui le plus important de la part des participants. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'il s'agissait du titre le plus clair et qu'il communiquait avec justesse la gravité du problème du logement en le qualifiant de crise. *Bâtir le Canada : plan renouvelé du Canada pour le logement* et *Sur la voie du logement* sont les deux titres ayant reçu un soutien modéré de la part des participants. Dans le cas du premier titre, plusieurs participants se sont montrés favorables à l'utilisation de mots comme « bâtir » et « renouvelé », faisant remarquer que la formulation laissait à penser qu'une revitalisation du marché du logement et une reconstruction du pays étaient en cour à l'échelle nationale. Quant au dernier, bon nombre d'entre eux estimaient qu'il s'agissait du titre le plus original de tous, et que tous les Canadiens pourraient s'identifier à l'idée de se créer un chez-soi et y aspirer. Peu de participants ont choisi le titre *Plan amélioré du Canada pour le logement* ou *Le plan directeur : stratégie du Canada pour le logement à l'horizon 2030*.

Locataires (Hamilton)

Les participants du groupe composé de locataires résidant à Hamilton ont pris part à une brève discussion portant sur les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les locataires. À la question de savoir comment ils décriraient la situation du logement dans leur collectivité, presque tous les répondants étaient d'avis que le coût des logements (y compris les loyers) avait considérablement augmenté au cours des dernières années et que leur collectivité était confrontée à une importante pénurie de logements locatifs abordables. Plusieurs d'entre eux estimaient que, parallèlement à

l'augmentation du coût des loyers, la qualité et la superficie des logements locatifs disponibles dans leur région avaient également diminué ces derniers temps. Outre ce qu'ils considéraient comme étant un manque généralisé d'options locatives abordables, les participants estimaient que des questions comme le coût élevé de la vie, l'augmentation des taux d'immigration et la tendance observée chez les promoteurs à construire des maisons plus grandes et plus chères (plutôt que des logements abordables) avaient contribué à exacerber les problèmes de logement au sein de leur collectivité.

En discutant des mesures pouvant être prises pour améliorer la situation du logement, les participants étaient d'avis qu'il fallait davantage se concentrer à augmenter l'offre d'habitations abordables et de logements locatifs dans l'intérêt des familles à faible et moyen revenu, à mettre en place des mesures visant à plafonner les loyers et à revoir les lois municipales en matière de zonage afin d'éliminer les formalités administratives et faciliter la construction d'un plus grand nombre de logements, plus rapidement.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures qu'avait récemment prises le gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les locataires et augmenter le taux de construction de logements au Canada, les participants ont relevé une série d'initiatives. Parmi celles-ci figuraient la mise en œuvre de programmes comme l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), l'octroi d'un supplément unique de 500 dollars aux locataires à faible revenu admissibles au titre de l'Allocation canadienne pour le logement ainsi que la création du Fonds pour accélérer la construction de logements. Après s'être vu présenter de l'information sur ce dernier, tous les participants se sont montrés favorables à cette initiative, et plusieurs d'entre eux estimaient qu'elle contribuerait probablement à accroître l'offre de logements et à rendre les logements plus abordables dans leur ensemble.

Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses efforts pour faciliter l'accès à la propriété des acheteurs d'une première habitation, le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, la plupart d'entre eux n'en étaient pas certains ou ont exprimé des opinions partagées sur la question, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral faisait fausse route. Après s'être vu fournir de l'information sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux acheteurs d'une première propriété, presque tous les répondants estimaient que ces mesures contribueraient à améliorer la situation du logement et à favoriser un accès à la propriété dans l'intérêt de tous les Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions concernant les initiatives qui leur avaient été présentées, plusieurs d'entre eux ont exprimé le désir d'en savoir davantage sur les options de location-achat et sur le fonctionnement de ces programmes.

Densification (membres de la classe moyenne de Vancouver préoccupés par le coût de la vie)

Les participants d'un groupe composé de personnes faisant partie de la classe moyenne et résidant à Vancouver ont pris part à une discussion sur la situation du logement au sein de leur collectivité et sur leur point de vue concernant la densification des logements. Tous ont décrit la situation du logement à Vancouver comme étant des plus médiocres et estimaient que le logement devait constituer une priorité absolue du gouvernement canadien.



En discutant de ce qui leur venait à l'esprit en entendant le mot « densification », les participants se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation accélérée du nombre de personnes vivant dans un quartier ou une zone particulière, ainsi que par la réduction généralisée de l'espace de vie individuel qui en découle. À la question de savoir s'il fallait à leur avis encourager une plus grande densité dans les villes les plus importantes du Canada, les participants ont exprimé des opinions partagées. Les participants en faveur de cette mesure estimaient que, compte tenu de la forte croissance démographique observée au Canada au cours de la dernière décennie, une densification s'imposait pour garantir à tous les Canadiens un nombre suffisant de logements. Les participants estimant qu'il ne fallait pas poursuivre le processus de densification étaient d'avis que cette approche exercerait une pression accrue sur des infrastructures existantes et notamment sur les hôpitaux, les écoles, les systèmes de gestion des déchets ainsi que le réseau électrique.

À la question de savoir dans quels types de projets d'infrastructure le gouvernement du Canada devrait investir pour soutenir au mieux les collectivités en expansion, les participants ont suggéré tout un éventail de projets. Au nombre de ceux-ci figuraient l'élargissement et la réparation des routes et des ponts, la construction de nouveaux hôpitaux et d'établissements de soins de santé, l'extension des infrastructures de transport en commun et l'aménagement de nouveaux espaces communautaires, notamment de parcs, de terrain de jeux et de jardins communautaires. Lorsqu'on leur a demandé si à leur avis le gouvernement du Canada devait davantage soutenir la construction de logements abordables subventionnés et loués à des prix inférieurs à ceux du marché, ou s'il devait plutôt s'efforcer de maximiser le nombre total de logements construits, la plupart des participants estimaient qu'il fallait prioriser la construction de logements abordables. Parmi ces participants, on estimait que l'abordabilité des logements constituait le plus important obstacle lié au logement dans la plupart des régions du pays, et que tant que le prix des logements construits ne sera pas abordable, une augmentation de l'offre de logements ne contribuerait guère à résoudre la situation du logement.

Taux d'intérêt et renouvellement d'hypothèque (propriétaire de la région du Grand Toronto prévoyant de renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années)

Les participants du groupe composé de personnes résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont participé à une longue discussion portant sur les taux d'intérêt et les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les titulaires d'un prêt hypothécaire. Tous les participants étaient des propriétaires prévoyant de renouveler leur prêt hypothécaire au cours des trois prochaines années. À la question de savoir s'ils étaient confrontés à des difficultés importantes liées au coût du logement, bon nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par le niveau élevé des taux d'intérêt et par l'incidence que cela pourrait avoir sur leur situation financière à l'avenir. Plusieurs d'entre eux craignaient que le montant de leurs paiements hypothécaires ne double au moment du renouvellement de leur hypothèque dans les prochaines années. Un certain nombre de participants ont également cité les dépenses supplémentaires associées à l'accession à la propriété, dont les coûts énergétiques élevés et l'augmentation des taxes foncières, comme étant d'autres difficultés auxquelles ils sont actuellement confrontés.

Lorsqu'on leur a demandé quels facteurs avaient, à leur avis, entraîné une augmentation des taux d'intérêt, bon nombre d'entre eux estimaient que le taux d'inflation qu'ils percevaient comme étant

élevé depuis les dernières années avait joué un rôle important. Plusieurs d'entre eux considéraient que la hausse de l'inflation avait été exacerbée par la pandémie de COVID-19 et qu'elle avait favorisé une augmentation générale du coût de la vie.

En discutant des mesures qu'ils espéraient que prenne le gouvernement du Canada en réponse aux fluctuations des taux d'intérêt, plusieurs participants estimaient que des efforts devraient être déployés pour réduire le coût global de la vie et rendre la vie des Canadiens plus abordable, plus particulièrement en ce qui concerne le coût des logements. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que des mesures devraient être prises pour venir en aide aux propriétaires ayant du mal à faire face à des paiements hypothécaires plus élevés, y compris la mise en place de mesures visant à éviter que ces personnes ne perdent leur logement.

En se focalisant sur leur propre situation en matière de logement, tous les participants estimaient que leur hypothèque était actuellement abordable. Plusieurs d'entre eux ont toutefois rappelé que ce ne serait probablement plus le cas au moment du renouvellement de leur prêt hypothécaire. Quelques participants ont indiqué avoir déjà commencé à réduire les dépenses de leur ménage notamment en ce qui concerne les voyages et les loisirs, en prévision d'une augmentation de leurs paiements hypothécaires dans un avenir prochain.

Interrogés sur le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada pour venir en aide aux propriétaires renouvelant leur prêt hypothécaire, les participants ont suggéré une série de mesures et d'initiatives potentielles. Plusieurs d'entre eux considéraient que, dans l'intérêt des Canadiens, le gouvernement pourrait fournir davantage de ressources éducatives, une formation en littératie financière ainsi que de l'information sur ce à quoi s'attendre et les précautions à prendre lors du processus de renouvellement de l'hypothèque. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que des mesures complémentaires pourraient être adoptées pour réglementer le marché hypothécaire afin de garantir que tous les Canadiens bénéficient d'un taux équitable et pour éviter que des prêteurs ne profitent d'eux ou ne les acculent à une situation financière potentiellement précaire.

Après s'être vu présenter de l'information concernant la Charte hypothécaire canadienne récemment annoncée, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'une initiative positive du gouvernement du Canada, mais plusieurs d'entre eux se demandaient quels règlements précis seraient mis en place pour faire respecter les directives et les attentes propres à cette initiative. En discutant des mesures particulières comprises dans cette Charte, un certain nombre de participants étaient d'avis que la suppression des intérêts composés pendant les périodes difficiles aiderait grandement les personnes lourdement endettées. On estimait également qu'une communication plus précoce de la part des banques concernant le renouvellement de leurs hypothèques aiderait les titulaires d'hypothèques à mieux se préparer à ce processus. Certains d'entre eux estimaient également que la mise à disposition d'options de paiement souples et la possibilité de changer plus facilement de prêteur au moment du renouvellement aideraient les propriétaires à obtenir les meilleures conditions possibles lors du renouvellement de leur prêt hypothécaire.

Tous les participants considéraient que dans ses efforts pour venir en aide aux titulaires de prêts hypothécaires, le gouvernement canadien était sur la bonne voie en adoptant la Charte hypothécaire canadienne. Même si, de l'avis général, cette initiative ne suffirait pas à résoudre entièrement le

problème d'accès à des logements abordables, les mesures qu'elle prévoit devraient dans une certaine mesure soulager les propriétaires canadiens préoccupés par leurs futurs paiements hypothécaires.

Budget 2024 (Surrey, étudiants universitaires du Québec, personnes à faible revenu de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, Yukon, Montréal Métropolitain, région du Niagara [Ontario], région du Grand Toronto, Canada atlantique, propriétaires aspirants de la Colombie-Britannique)

Les participants de neuf groupes ont participé à des discussions portant sur le budget fédéral 2024 dont le dépôt par le gouvernement du Canada est prévu au cours des prochains mois. À la question de savoir comment, à leur avis, se portait actuellement l'économie canadienne, la plupart d'entre eux avaient le sentiment que cette dernière avait été confrontée à de nombreux défis ces dernières années et qu'elle était mal en point depuis quelque temps. Bon nombre de participants ont mentionné le taux d'inflation qu'ils percevaient comme étant élevé ainsi que l'augmentation du coût de la vie observée au cours des dernières années comme autant de facteurs qui avaient, selon eux, eu des répercussions négatives sur l'économie canadienne. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que de manière générale, les salaires n'avaient pas suivi l'évolution du coût de la vie et que l'offre d'emplois bien rémunérés était actuellement insuffisante. On estimait qu'il était de plus en plus difficile pour les Canadiens (et en particulier pour les jeunes) de se constituer un patrimoine et d'épargner en vue de réaliser des objectifs importants comme l'achat d'une propriété.

En discutant de ce qui devait être fait avant qu'ils ne commencent à se sentir confiants au sujet de l'économie canadienne, plusieurs participants étaient d'avis qu'une croissance observable du produit intérieur brut (PIB) du pays ainsi que la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés et à temps plein pour les Canadiens seraient nécessaires. Un certain nombre de participants ont déclaré que leur niveau d'optimisme au sujet de l'économie canadienne commencerait à augmenter une fois que le coût des produits de première nécessité, tel que le coût de l'épicerie et de l'essence, serait devenu plus abordable. Au nombre des autres facteurs mentionnés qui, selon les participants, susciteraient un sentiment d'optimisme à l'égard de l'économie figuraient la baisse des taux d'intérêt, la réduction des dépenses fédérales ainsi que des efforts accrus déployés par le gouvernement du Canada pour réduire la dette nationale.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de nombreux points susceptibles d'être inclus dans le budget 2024 et inviter à sélectionner ceux auxquels le gouvernement du Canada devrait, à leur avis, accorder la priorité.

L'initiative visant à remédier au problème d'accès à des logements abordables et au coût élevé de la vie a reçu le plus haut taux de soutien de la part des participants qui étaient nombreux à estimer qu'elle bénéficierait au plus grand nombre de ménages. On estimait qu'il était particulièrement important de remédier à ce problème pour venir en aide à des groupes démographiques comme celui des jeunes Canadiens et des familles avec des enfants en bas âge considérés comme étant confrontés à des difficultés considérables pour s'adapter au coût actuel de la vie.

L'amélioration du système de soins de santé a également fait l'objet d'une attention particulière de la part des participants. Nombre d'entre eux estimaient que les soins de santé étaient devenus de plus en plus inaccessibles ces derniers temps, ce qui avait entraîné un nombre croissant de répercussions négatives sur la santé des Canadiens.

Les mesures visant à accroître l'offre de logements et à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés ont également obtenu un fort soutien. On estimait que le fait d'augmenter l'offre de logements contribuerait à répondre à la forte demande actuelle et entraînerait à long terme une baisse du coût des logements. En discutant de la priorité consistant à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés, bon nombre de participants estimaient que cela contribuerait à réduire ce qu'ils considéraient comme étant un écart de richesse croissant entre les Canadiens les plus fortunés et les plus pauvres, et à rendre la vie au Canada plus équitable à l'avenir.

Les mesures visant, par exemple, à respecter un plan responsable en matière de dépenses publiques, à soutenir la classe moyenne et à offrir davantage de possibilités de carrières bien rémunérées ont reçu un niveau de soutien modéré. Certains participants ont également mentionné comme priorités importantes la lutte contre le changement climatique et la promotion d'une croissance économique à long terme en privilégiant des technologies et des énergies propres. Peu de participants ont retenu les initiatives visant à aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite, à assurer la pérennité des prestations versées aux personnes âgées et à ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne.

Tarification du carbone (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, Canada atlantique)

Deux groupes basés au Canada atlantique, l'un composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres et l'autre mené auprès de la population générale, ont pris part à des discussions portant sur le système fédéral de tarification du carbone. À la question de savoir si, à leur connaissance, une tarification du carbone était en vigueur dans leur province, la plupart des répondants ont répondu par l'affirmative, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux n'en était pas certain. Après s'être vu présenter de l'information sur les mesures mises en place par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone, la plupart des répondants n'étaient pas certains de soutenir cette approche.

Plusieurs d'entre eux estimaient que si la tarification du carbone constituait une initiative importante, ils ne souhaitaient toutefois pas que les Canadiens aient à assumer des coûts financiers plus élevés pour des biens et services, et encore moins si d'autres pays dans le monde ne faisaient pas également leur part pour réduire les émissions.

Les participants du groupe mené auprès de la population générale ont été invités à indiquer quels étaient, selon eux, les principaux objectifs de la tarification de la pollution par le carbone. Si la plupart d'entre eux croyaient que cette initiative avait été lancée pour encourager les ménages et les entreprises du Canada à réduire leurs émissions et à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement, très peu de participants estimaient que cette stratégie avait été efficace. On était d'avis que de nombreux ménages n'avaient pas la possibilité de réduire les émissions découlant



d'activités comme la conduite automobile ou le chauffage de leur maison, et que la tarification du carbone n'avait servi qu'à rendre la vie de ces familles plus coûteuse tout en ne contribuant que très peu à réduire les émissions. Un certain nombre d'entre eux croyaient que, compte tenu de l'ampleur du problème du changement climatique à l'échelle mondiale, toute mesure prise par les Canadiens serait vouée à l'échec tant que les principaux émetteurs dans d'autres pays poursuivraient leurs activités industrielles à un rythme aussi soutenu.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'Incitatif à agir pour le climat (IAC), très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Quelques-uns d'entre eux se sont spontanément souvenus qu'ils avaient reçu l'un de ces paiements au cours des derniers mois. La plupart d'entre eux pensaient que ces paiements visaient principalement à compenser la hausse des coûts que doivent assumer les Canadiens en raison de la tarification du carbone, même si peu d'entre eux connaissaient les méthodes utilisées pour calculer le montant de ces paiements. À la question de savoir si, à leur connaissance, ils avaient eux-mêmes reçu ce remboursement ou si un membre de leur foyer l'avait reçu, les répondants étaient à peu près aussi nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui étaient plus incertains ou qui ne pensaient pas avoir reçu de paiement.

D'après leur compréhension du système de tarification du carbone, il a été demandé aux participants s'ils pensaient que cette initiative avait amélioré ou empiré leur situation financière. Plusieurs d'entre eux étaient incertains et estimaient qu'il était difficile de déterminer dans quelle mesure la tarification du carbone avait eu une incidence sur leur situation financière, étant donné qu'ils n'étaient pas certains du montant des coûts supplémentaires qu'ils avaient payés par rapport aux réductions dont ils avaient bénéficié.

Thermopompes (propriétaires du Canada atlantique, Canada atlantique)

Les participants de deux groupes basés au Canada atlantique, composés respectivement de propriétaires et de membres de la population générale, ont pris part à une discussion portant sur les thermopompes et sur les récentes initiatives du gouvernement fédéral visant à encourager les Canadiens à envisager l'installation d'une thermopompe dans leur propre maison.

Ceux du groupe composé de propriétaires se sont vu informer que le gouvernement fédéral comptait faire passer de 10 000 à 15 000 dollars le montant du financement disponible pour les propriétaires admissibles souhaitant passer de leur système de chauffage domestique actuel à un système de thermopompe, ce qui rendrait ainsi gratuite la thermopompe standard pour les ménages à revenu faible ou moyen. Bien qu'accueillant favorablement cette initiative, plusieurs participants prévoyaient que leur revenu serait trop élevé pour pouvoir bénéficier de cette aide. On estimait que pour encourager un plus grand nombre de ménages à opter pour une thermopompe, les seuils de revenus fixés pour pouvoir bénéficier de ces aides devraient être considérablement augmentés.

Il a été demandé aux deux groupes de participants s'ils chauffaient actuellement leur demeure au moyen d'une thermopompe. Plusieurs participants du groupe composé de propriétaires ont répondu par l'affirmative, contrairement à un très petit nombre de participants du groupe composé de membres de la population générale. Lorsqu'on a demandé à ceux d'entre eux qui n'avaient pas de thermopompe



s'ils envisageaient de passer de leur système de chauffage résidentiel actuel à un système de thermopompe, bon nombre ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux se sont toutefois montrés sceptiques quant à l'efficacité avec laquelle une thermopompe pourrait chauffer leur domicile. Certains des participants ayant déjà installé une thermopompe ont déclaré avoir jugé nécessaire d'installer des thermopompes supplémentaires, ou avoir combiné leur thermopompe avec d'autres systèmes de chauffage domestique fonctionnant notamment à l'électricité ou au bois.

Les participants du groupe composé de propriétaires ont été invités à répondre à une question complémentaire concernant l'appellation de ces paiements forfaitaires uniques. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé une préférence pour l'appellation *Prime pour thermopompe* plutôt que *Chèque pour thermopompe*. On estimait que dans le monde numérique, le mot « chèque » était quelque peu suranné, surtout si l'on considère le petit nombre de personnes qui, selon les participants, ont encore régulièrement recours à des chèques. Un certain nombre de participants ont suggéré d'autres termes que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour décrire ce programme, notamment « incitatif », « remise » ou « initiative ».

Soins de santé (centres de taille moyenne et grands centres du Canada atlantique, Canada atlantique)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les soins de santé et les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les systèmes de soins de santé dans leurs provinces respectives. Presque tous les participants estimaient que le système de soins de santé de leur région faisait face à des défis importants. Un grand nombre d'entre eux avaient entendu parler des temps d'attente de plus en plus longs dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, et plusieurs ont déclaré avoir personnellement connu des temps d'attente de plus de 12 heures avant de pouvoir recevoir des soins. Bon nombre d'entre eux considéraient que ces longs temps d'attente étaient directement imputables à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie généralisée de médecins et d'infirmières au sein de leur collectivité. En discutant des éventuelles mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, bon nombre de participants estimaient qu'il fallait faire davantage pour recruter des professionnels de la santé formés à l'étranger, et pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétence de ces personnes, afin de s'assurer qu'elles puissent travailler dans leur domaine d'expertise dès leur arrivée au Canada.

Les participants résidant au Manitoba et dans des centres de taille moyenne ou de grands centres du Canada atlantique se sont vu présenter de l'information portant sur cinq exigences prioritaires que le gouvernement du Canada avait récemment définies en matière de soins de santé. Au nombre de celles-ci figuraient la résolution du problème de pénurie de travailleurs de la santé et la réduction des temps d'attente, l'amélioration de l'accès à des services de santé familiale, l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile, la mise en place de mesures relatives à la santé mentale et à l'usage de substances, et de mesures visant à moderniser la gestion des données sanitaires et les soins en ligne.

Dans l'ensemble, les participants se sont montrés très favorables à ces priorités, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agissait de questions importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada devait

se focaliser. Plusieurs participants estimaient que la priorité consistant à remédier à la pénurie de professionnels de la santé et à réduire les temps d'attente revêtait une importance considérable et que des améliorations sur ce front auraient probablement des répercussions positives sur le reste des questions prioritaires précédemment énumérées. Les priorités consistant à accroître l'accès à des services familiaux, à améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, et à remédier aux troubles mentaux et à l'usage de substances ont également été jugées d'importance cruciale pour l'avenir. Si quelques-uns estimaient que la priorité consistant à moderniser la gestion des données de santé et les soins en ligne était moins importante que les autres domaines énumérés, d'autres ne partageaient pas cet avis, estimant que le fait d'accroître les capacités en matière de soins virtuels et de faciliter le transfert des données de santé entre différents prestataires de soins de santé offrirait aux patients (et en particulier à ceux qui vivent en milieu rural) un plus large éventail d'options en ce qui concerne l'accès à des soins de santé.

Opiïdes (locataires d'Hamilton)

Les participants d'un groupe composé de résidents d'Hamilton ont pris part à une brève discussion portant sur la dépendance aux opioïdes. La quasi-totalité d'entre eux estimait que les opioïdes constituaient une préoccupation majeure au sein de leur communauté à l'heure actuelle, et plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années. À la question de savoir s'ils avaient bon espoir que des progrès puissent être réalisés à cet égard au cours des prochaines années, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative.

Invités à faire part de ce qui leur venait à l'esprit en entendant des termes comme « approvisionnement sûr » et « sites de consommation sûrs », la plupart d'entre eux estimaient que ces termes s'inscrivaient dans les efforts du gouvernement fédéral visant à s'assurer que les personnes aux prises avec une dépendance ne consomment pas de drogues toxiques et qu'elles disposent d'un endroit sûr où consommer des substances illicites (telles que les opioïdes) en présence de professionnels de la santé. Bien que généralement favorables à de telles initiatives, certains d'entre eux étaient d'avis que des mesures supplémentaires devaient être prises pour traiter ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes de la dépendance, notamment les problèmes liés à l'itinérance, à la pauvreté et à la santé mentale.

Les participants ont accueilli de façon mitigée l'information qui leur avait été fournie concernant le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS). Si un certain nombre d'entre eux estimaient que les initiatives destinées à réduire les méfaits liés à l'usage de substances jouaient un rôle important en ce qui a trait au soutien apporté aux personnes aux prises avec une dépendance, plusieurs participants étaient d'avis que ces fonds supplémentaires devraient plutôt être consacrés au traitement des dépendances et à l'aide apportée aux personnes pour qu'elles cessent de consommer ces substances sur le long terme. En discutant des éventuels effets que pourrait avoir une augmentation du financement des programmes de réduction des méfaits, un certain nombre de participants estimaient que cela pourrait contribuer à réduire la stigmatisation à l'égard des personnes aux prises avec une dépendance et à mieux informer le public des difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées.

À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus pour résoudre ces problèmes, il a été suggéré que des mesures soient prises pour fournir des logements abordables aux personnes aux prises avec une dépendance afin de leur donner la possibilité de vivre dans un environnement sûr et exempt de drogues.

Sécurité communautaire (région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont pris part à une brève discussion portant sur la criminalité et sur leurs points de vue concernant la sécurité au sein de leur communauté. À la question de savoir quelle était l'ampleur du problème de la criminalité dans leur région, bon nombre d'entre eux avaient le sentiment que le taux de criminalité avait augmenté au cours des dernières années et que des incidents (agressions, dommages aux biens, crimes liés à la drogue et vols de véhicules) s'étaient produits de plus en plus fréquemment ces derniers temps.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient le vol de véhicules comme étant un problème majeur dans la RGT, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative, et plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir personnellement connu quelqu'un qui avait été impacté par ce type de délit. La quasi-totalité d'entre eux était d'avis que ce problème s'était considérablement aggravé au cours des dernières années et se souvenait d'avoir beaucoup plus fréquemment entendu parler de ce sujet ces derniers temps, que ce soit aux nouvelles ou par le biais de contacts personnels. En décrivant ce à quoi on pouvait, selon eux, imputer cette augmentation perçue des vols de véhicules, un certain nombre d'entre eux l'attribuaient aux nouvelles technologies présentes dans les véhicules les plus récents, estimant que ces innovations avaient fourni davantage de moyens aux malfaiteurs de s'introduire dans des véhicules par effraction pour les voler. Les participants estimaient également que la croissance perçue du marché mondial des véhicules volés avait contribué à augmenter la fréquence de ces délits dans la région du Grand Toronto et dans l'ensemble du pays.

Lors d'une discussion portant sur les mesures que devrait prendre le gouvernement du Canada en réponse à l'augmentation des vols de véhicules, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait davantage se concentrer sur la surveillance et l'inspection des caisses d'expédition dans les ports canadiens afin de s'assurer que les véhicules volés ne font pas l'objet d'un trafic outre-mer. Les participants ont suggéré d'autres mesures, dont l'adoption d'une législation visant à alourdir les peines encourues pour vol de véhicules, à obliger les constructeurs automobiles à installer des systèmes de positionnement global (GPS) dans tous les nouveaux véhicules et à chercher à s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes premières pouvant être à l'origine des vols de véhicules, comme la pauvreté et les activités de bandes organisées. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada s'employait à organiser un sommet national sur la lutte au vol de véhicules, si la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux estimait que des mesures plus urgentes devaient être prises afin de remédier à ce problème.

Immigration (région du Grand Toronto)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont pris part à une brève discussion au sujet de l'immigration. À la question de savoir comment ils décriraient l'état actuel du système d'immigration, tous les participants se disaient préoccupés quant à la capacité du pays à maintenir son taux d'immigration actuel tout en étant en mesure d'offrir des possibilités de logement et d'emploi, des soins de santé et une éducation adéquats aux personnes vivant déjà au Canada. Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada devrait à l'avenir réduire le taux d'immigration. Bien que la plupart des participants se soient prononcés en faveur d'une immigration continue à long terme, on estimait qu'en diminuant temporairement cette dernière, on donnerait au pays le temps d'augmenter l'offre de logements et d'accroître la portée des services et infrastructures essentiels en vue d'accueillir une population plus nombreuse à l'avenir.

Après avoir été informés que le gouvernement fédéral avait annoncé un plafond temporaire de deux ans pour les nouveaux permis d'études d'étudiants étrangers, les participants ont exprimé diverses opinions à ce sujet. Si certains d'entre eux considéraient que cette mesure aurait un effet positif sur la situation du logement, plus particulièrement en ce qui concerne la diminution de la demande sur le marché locatif, un nombre à peu près égal de participants craignaient que cette mesure n'entraîne des réductions de personnel et des suppressions de programmes dans de nombreuses universités et collèges canadiens comptant actuellement sur les frais de scolarité payés par les étudiants étrangers en tant que part importante de leur budget annuel.

Ukraine (Manitoba, Capitale-Nationale Québec)

Les participants de deux groupes ont pris part à une discussion au sujet de l'invasion russe de l'Ukraine en cours et de l'aide financière et militaire que le gouvernement canadien apporte à l'Ukraine dans le cadre de ce conflit. Tous ont déclaré être au courant de cette question, bien qu'à divers degrés. Si la plupart des participants du groupe basé au Manitoba ont déclaré ne plus être aussi préoccupés par le conflit qu'ils l'avaient été auparavant, quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par les répercussions potentielles de ce conflit sur l'économie canadienne et le prix des carburants. En revanche, la plupart des participants résidant au Québec se sont dit très préoccupés par le conflit. Ces préoccupations portaient sur de nombreux facteurs, notamment sur des problèmes économiques potentiels, sur des questions de sécurité et de stabilité mondiales (tout particulièrement liées à la possession d'armes nucléaires par la Russie), et sur ce qu'ils percevaient comme étant la lenteur des négociations en vue d'une résolution pacifique du conflit.

À la question de savoir s'il était important que le Canada continue à venir en aide à l'Ukraine, la plupart des participants du groupe du Manitoba et tous ceux du Québec ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance de cette aide dans le cadre des efforts déployés pour protéger la santé et le bien-être des civils ukrainiens, qui, croyait-on, ont beaucoup souffert de ce conflit. Parmi les quelques participants du groupe du Manitoba estimant qu'il était moins important pour le Canada d'aider l'Ukraine, certains se sont dit préoccupés par le coût financier de ce soutien continu et se sont demandé si ces fonds ne devraient pas plutôt être consacrés à venir en aide aux Canadiens vivant déjà au Canada qui ont actuellement du mal à joindre les deux bouts.



En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu concernant la réponse du gouvernement fédéral à la guerre en Ukraine, bon nombre de participants ont réaffirmé être conscients du fait que le Canada avait fourni une aide financière et militaire pendant toute la durée du conflit et qu'il avait accueilli au pays de nombreux Ukrainiens qui avaient été contraints de quitter leur domicile. Certains d'entre eux se souvenaient également que le gouvernement du Canada avait imposé plusieurs sanctions à la Russie, ainsi qu'à de nombreux particuliers et entreprises russes. Tous estimaient qu'en imposant ces sanctions, le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie. À la question de savoir si, en réponse à ce conflit, le gouvernement fédéral devait en faire plus ou en faire moins, la plupart des participants étaient d'avis que l'approche actuelle était idéale et qu'elle devait être conservée.

Une majorité d'entre eux a déclaré avoir été au moins en partie au courant de la récente visite du président ukrainien au Canada. Après s'être vu présenter de l'information au sujet des engagements financiers et militaires que le gouvernement du Canada avait pris envers l'Ukraine au cours de cette visite, plusieurs participants du Manitoba se demandaient pendant combien de temps le Canada serait en mesure de soutenir l'effort de défense en Ukraine et craignaient que le conflit ne se poursuive encore pendant plusieurs années. À l'inverse, tous les membres du groupe du Québec ont exprimé des sentiments positifs, estimant que ce type de soutien continu était nécessaire pour contribuer à l'effort de guerre ukrainien.

Aucun participant n'avait entendu parler de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU). Interrogés sur l'importance d'un accord de libre-échange avec l'Ukraine, de nombreux participants se sont prononcés en faveur d'une telle initiative, estimant qu'il s'agissait d'une approche non violente et humanitaire au soutien apporté à l'Ukraine qui pourrait éventuellement profiter à l'ensemble des Canadiens ainsi qu'à l'économie canadienne.

Bon nombre d'entre eux ont déclaré avoir déjà eu connaissance d'informations au sujet de ce conflit qui leur avaient semblé fausses ou trompeuses. Ceux qui avaient été témoins de mésinformation ou de désinformation ont indiqué qu'elles provenaient principalement de sources présentes sur les plateformes de médias sociaux, dont Facebook. Dans l'ensemble, on estimait que les médias canadiens avaient dans une large mesure réussi à faire en sorte que leurs articles et leurs transmissions soient dépourvus de toute mésinformation ou désinformation. Pour bon nombre d'entre eux, ces informations fausses et trompeuses constituent un problème majeur pouvant, à tout le moins, conduire à une méconnaissance des faits associés au conflit ou, plus grave encore, à une érosion du soutien des Canadiens à l'égard de l'Ukraine.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (région de la Capitale-Nationale Québec)

Les participants de ce groupe ont pris part à une discussion sur les symboles visuels et les signatures sonores dont se sert le gouvernement fédéral pour s'identifier. À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour savoir qu'une information provient du gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont répondu qu'ils se fieraient à un logo comprenant le mot « Canada » ainsi que le drapeau canadien qui, selon eux, accompagne toutes les communications fédérales. En discutant plus précisément des moyens qu'ils prendraient pour déterminer si l'information qu'ils entendaient émanait

du gouvernement du Canada, plusieurs ont mentionné une signature musicale suivant habituellement les publicités ou les annonces fédérales sur des plateformes audio comme la radio.

Après s'être vu présenter une image du mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants ont déclaré le reconnaître, et plusieurs d'entre eux ont confirmé qu'il s'agissait du logo auquel ils avaient précédemment fait allusion. Lorsqu'on leur a demandé ce que le mot-symbole symbolisait selon eux, bon nombre d'entre eux estimaient qu'il représentait le gouvernement fédéral ainsi que le Canada de manière plus générale. À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada accompagnait ses communications de ce symbole, la plupart d'entre eux ont répondu qu'il s'agissait d'un indicateur visuel confirmant que les renseignements qu'accompagnait ce symbole étaient dignes de confiance et provenaient d'une source officielle.

Le groupe s'est ensuite vu présenter un enregistrement de la signature sonore du gouvernement du Canada. Tous les participants ont indiqué connaître cette signature musicale, et plusieurs d'entre eux l'ont décrite comme étant dérivée des quatre premières notes de l'hymne national canadien. En discutant de ce qui constituait, selon eux, l'objectif principal de cette signature musicale, tous estimaient (comme pour le mot-symbole) qu'elle servait à confirmer que l'information et les publicités audio proviennent effectivement du gouvernement fédéral et qu'il est important d'y porter attention.

Mise à l'essai des concepts publicitaires pour aliments supplémentés (propriétaires de la région du Grand Toronto prévoyant de renouveler leur hypothèque au cours des trois prochaines années)

Les participants de ce groupe ont été invités à partager leurs points de vue sur les concepts créatifs et les messages que conçoit le gouvernement du Canada pour mettre en évidence les risques liés aux aliments supplémentés, en portant une attention particulière à certains produits, et notamment aux boissons énergisantes caféinées. Bon nombre d'entre eux estimaient que les publicités pour des produits comme les boissons énergisantes ciblaient trop les jeunes Canadiens et étaient d'avis qu'il s'agissait d'une problématique importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se pencher.

Après s'être vu présenter deux concepts visuels destinés à mettre ce problème en exergue, les participants ont exprimé toute une série de commentaires. Si certains d'entre eux estimaient que le concept du chariot d'épicerie faisait mieux ressortir le message « lisez l'étiquette » de la campagne (qui figurait à la fois sur l'image en tant que mot-clic dans le texte), plusieurs pensaient que le concept de la boisson énergisante mettait davantage en lumière la problématique des aliments supplémentés, plus particulièrement du fait qu'il comportait des images d'une canette de boisson énergisante et d'une étiquette d'ingrédients fictive. Certains d'entre eux se sont également montrés favorables à l'identifiant de mise en garde des aliments supplémentés figurant dans le concept de droite et estimaient que l'inclusion de cet élément sur les produits alimentaires aiderait les parents à déterminer quels produits peuvent être achetés en toute sécurité pour leurs enfants. En discutant des publicités de manière plus générale, bon nombre de participants estimaient que le terme « aliments supplémentés » pouvait prêter à confusion. Plusieurs ont indiqué que le qualificatif « supplémenté » avait en général des connotations positives comme celle de renforcer la santé par un apport supplémentaire de

micronutriments et notamment de vitamines ou de minéraux, plutôt que d'être potentiellement préjudiciable à la santé.

Lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, la présence de ces concepts sur les médias sociaux attirerait leur attention, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que l'inclusion du mot-symbole du gouvernement du Canada, de la coche de « vérification effectuée » et du nom de l'organisme « Canadiens en santé » attirerait leur attention et les inciterait à vouloir en savoir davantage, la plupart d'entre eux ne croyaient pas que les images et les messages utilisés dans ces concepts se démarqueraient du reste du contenu que l'on trouve habituellement sur les plateformes de médias sociaux. En discutant des moyens d'améliorer ces concepts, certains participants ont suggéré que l'étiquette fictive des ingrédients présentée dans le concept des boissons énergisantes soit plus détaillée et comporte des exemples d'ingrédients potentiellement dangereux desquels les parents et d'autres consommateurs devraient se méfier.

Défis communautaires (régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord du Québec, Yukon, région du Niagara en Ontario)

Les participants résidant au Yukon, dans la région du Niagara, en Ontario, ainsi que dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord au Québec ont pris part à des discussions portant sur les difficultés auxquelles leurs collectivités respectives sont actuellement confrontées. Lorsqu'on leur a demandé de nommer les problèmes les plus importants auxquels font actuellement face leurs collectivités et qui requièrent une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants des trois groupes ont indiqué que les soins de santé constituaient une de leurs préoccupations majeures. Nombre d'entre eux ont décrit ce qu'ils percevaient comme étant des problématiques croissantes liées à l'accès à des services de santé au sein de leur collectivité, notamment les longs temps d'attente pour obtenir des soins d'urgence et des soins primaires, le manque de médecins de famille et le nombre limité de ressources disponibles pour traiter des problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances. Tous les groupes ont également cité l'accès à des logements abordables comme préoccupation majeure au sein de leurs collectivités respectives. On estimait que le coût des logements avait considérablement augmenté ces dernières années, tant pour les propriétaires que pour les locataires, et qu'on assistait actuellement à une pénurie généralisée de logements sûrs et abordables. Plusieurs d'entre eux ont également décrit ce qu'ils percevaient comme étant des lacunes quant aux possibilités d'emploi à temps plein et bien rémunéré dans leurs régions respectives, certains estimant qu'il s'agissait d'un problème touchant plus particulièrement les personnes vivant dans des collectivités rurales ou de petite taille.

En discutant des secteurs d'activité les plus importants dans leurs communautés respectives, les participants des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord ont indiqué que l'agriculture, la foresterie, l'industrie papetière, l'exploitation minière, le tourisme et la construction jouaient un rôle considérable dans leurs économies respectives. Les participants de la région de Niagara ont mentionné le tourisme, la production vinicole et le secteur manufacturier comme secteurs importants à l'échelle locale, certains d'entre eux se souvenant plus particulièrement des récents investissements effectués par le gouvernement fédéral en vue d'accroître la production de véhicules



électriques (VE) dans leur région. Les participants du Yukon ont cité l'exploitation minière, le tourisme, le transport de marchandises et de matériaux ainsi que la construction de nouvelles infrastructures comme étant les principaux secteurs d'activité dans leur région. Plusieurs participants de ce groupe avaient le sentiment que d'importantes pénuries de main-d'œuvre sévissaient dans bon nombre de ces secteurs (ainsi que dans des domaines clés tels que les soins de santé) et que les gouvernements aux échelons fédéral et territoriaux devaient en faire davantage pour recruter des professionnels qualifiés et les inciter à travailler et à vivre dans la région.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30
